**TPG NUMAD**

**Délégation :** ETATS-UNIS

***Conseil de Sécurité***

**Problématique :** Faut-il donner un pouvoir exécutif à l'Assemblée générale de l’ONU ?

Honorable présidence, chers délégués,

La Délégation des Etats-Unis est ravie de participer à la septième édition de NUMAD, et souhaite de riches discussions entre les différentes délégations.

Donner un pouvoir exécutif à l’assemblée générale de l’ONU, est un sujet très important pour la délégation des Etats-Unis.

L'**Assemblée générale des Nations Unies** est l'un des six organes principaux de l'[ONU](https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_des_Nations_Unies). Elle a un rôle consultatif pour les questions touchant au maintien de la paix et à la sécurité internationale.

L’ambiguïté des relations entre les Etats-Unis et les Nations Unies ne sont pas nouvelles et semblent même être une constante de la politique internationale.

Les Etats-Unis ne seront pas le fer de lance d’une réforme de l’ONU ou encore moins d’une réforme du Conseil de Sécurité.

Nous sommes les plus gros utilisateurs du droit de Veto, à tel point que cet outil s’est transformé en une arme pour nous et fait partie intégrante de notre politique.

Les Etats-Unis s’en servent par exemple pour bloquer la situation en Israël.

Les privilèges du siège permanent et du Veto nous sont quasiment vitaux, comme signe de reconnaissance.

Ils ne voudront pas lâcher tout le pouvoir qu’ils ont en plus.

On voit donc très mal les Etats-Unis se poser en tant que leader d’une réforme en profondeur de l’ONU.

Toute proposition de réforme doit envisager deux aspects : l'élargissement du Conseil de Sécurité et la question du droit de veto.

Nous avons mis lundi 18/12/17 notre Veto à une résolution de l'ONU condamnant la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, et nous sommes dubitatifs à l'égard de leurs 14 partenaires au Conseil de sécurité qui ont voté pour le texte, et nous nous interrogeons sur les modalités de financement que nous accordons à l’ONU.

Avant le vote, Nikki Haley, la voix de Trump à l’ONU, a accusé les Nations unies d'avoir fait "obstacle" à la recherche d'un accord de paix et de "parti pris" en rejetant "la faute sur les Israéliens".

Washington continue donc de chercher « un accord de paix durable au Proche-Orient », a-t-elle assuré.

D’après Nikki Haley, la position des Etats-Unis est en plein accord avec les résolutions précédentes du Conseil de Sécurité, le statut des lieux saints et la solution à deux Etats si les deux parties la souhaitent, sont totalement justifiable.

Merci de votre écoute.

Nous rendons la parole à la présidence.